

Année académique 2019 / 2020

LETTRE DE LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

Numéro 2

Dîner du 16 octobre 2019

Les indicateurs conjoncturels sont désormais au rouge : le retournement cyclique est en route et les efforts de politique économique pour l'enrayer semblent peu efficaces.

La conjoncture économique est plutôt sombre. Même si dans sa dernière note de conjoncture, l'Insee estime que la croissance française résiste mieux au retournement cyclique que le reste des économies développées avec une croissance 2019 de 1,3%, il n'en reste pas moins que les perspectives ne sont guère enthousiasmantes. Et ce d'autant plus que les capacités de réponse de la politique économique sont de plus en plus réduites. Les politiques monétaires sont allées très loin dans la baisse des taux d'intérêt et dans la pratique du QE, au point qu'en zone euro, des critiques commencent à se faire sur ce type de politique, en en dénonçant l'inefficacité pour ne pas dire la nocivité.

Quant à la politique budgétaire, les niveaux de déficit atteints dans certains pays (Etats-Unis, France, Japon) limitent les possibilités de relance. Les pays qui ont redressé leurs comptes publics comme l'Allemagne et les pays d'Europe du Nord sont pour leur part réticents à l'idée de porter une relance qui remettrait en cause les efforts qu'ils ont consentis depuis 10 ans.

Le ralentissement économique qui arrive remet sur le devant de la scène les thèses sur le retour des années 30 et sur une crise de l'économie structurelle, à la fois profonde et durable, rappelant celle de 1929.

Pour vérifier que nous n'en sommes pas là, il peut être utile de relire des extraits du discours que fit F. D. Roosevelt lors de sa prise de fonction comme président des Etats-Unis en mars 1933.

Discours inaugural de F. D. Roosevelt, 4 mars 1933 (extraits)

« Je suis certain que mes concitoyens américains attendent qu'à l'occasion de mon installation à la présidence, je m'adresse à eux avec une franchise et une résolution que la situation présente de notre pays impose [...].

Le cours des actions en bourse est tombé à un niveau inimaginable ; les impôts se sont élevés ; nos possibilités de paiement se sont effondrées ; les moyens d'échange sont bloqués dans les canaux gelés du commerce ; les feuilles sèches de l'industrie jonchent partout le sol ; les agriculteurs ne trouvent plus de débouchés pour leurs produits ; les économies amassées pendant de nombreuses années par des milliers de familles ont disparu. Plus important encore : une foule de chômeurs ont à résoudre le terrible problème de l'existence, et un nombre tout aussi grand travaille durement pour un salaire de misère. Seul un optimisme insensé peut nier les sombres réalités du moment.

Pourtant, notre détresse ne provient pas du manque de ressources. Nous ne sommes pas frappés par la plaie des sauterelles. La nature nous offre toujours ses largesses et les efforts humains les ont multipliées. L'abondance est à notre porte, mais la consommation s'affaiblit en face de la production. En premier lieu, la faute en incombe à ceux qui dirigent l'échange des biens de l'humanité : ils ont avoué leur échec et ont abdicqué. Les pratiques des changeurs du temple sans scrupules sont traduites devant le tribunal de l'opinion publique, rejetées par les cœurs et les esprits des hommes. En réalité, ils ont essayé, mais leurs tentatives se sont perdues en voulant suivre le modèle de schémas usés. Face à l'échec du crédit, ils n'ont proposé que de prêter davantage. Égarés par l'attrait du profit, par lequel ils ont conduit notre peuple dans une voie erronée, ils ont recours aux exhortations, implorant le retour à la confiance. Ils ne connaissent que les règles d'une génération d'égoïstes. Ils n'ont pas de vision d'avenir ; et quand il n'y a plus de vision d'avenir, le peuple est prêt de périr.

Notre plus grande tâche, la première, est de remettre le peuple au travail. Ce n'est pas un problème insoluble si nous l'affrontons avec sagesse et courage. Cela peut s'accomplir en partie par une embauche directe par l'Etat, en agissant comme en cas de guerre, mais en même temps en réalisant par cette embauche les travaux les plus nécessaires pour stimuler et réorganiser l'usage de nos ressources naturelles.

On peut travailler à cette tâche par des efforts précis pour élever les prix des produits agricoles, et avec eux le pouvoir d'achat qui absorbera la production de nos cités. On peut y travailler en mettant un terme réel à la tragédie de la disparition croissante de nos petites entreprises et de nos exploitations agricoles. On peut y travailler en insistant pour amener les administrations fédérales, celles des États et les administrations locales, à réduire énergiquement leurs dépenses. On peut y travailler en unifiant les activités de

secours qui souffrent encore aujourd'hui de dispersion, de gaspillage et d'inégalité. On peut y travailler en établissant un plan national et une surveillance de toutes les formes de transports et de communications et d'autres activités qui présentent nettement un caractère de service public. On peut y travailler de bien des manières, mais jamais seulement en paroles.

Il nous faut agir et agir vite. D'abord, laissez-moi vous dire que je suis intimement persuadé que la seule chose que nous ayons à craindre, c'est la crainte elle-même. Si nous comparons les dangers qui nous guettent avec ceux que nos ancêtres ont surmontés grâce à leur foi et à leur ignorance de la peur, nous pouvons encore nous montrer reconnaissants [...].

Finalement, dans notre marche vers l'emploi, nous aurons besoin de deux garde-fous destinés à prévenir un retour des maléfices de l'ordre ancien : il devra y avoir une stricte surveillance de toutes les activités bancaires, financières et d'investissement ; il faudra mettre un terme aux agissements de ceux qui spéculent avec l'argent des autres ; il faudra s'assurer que notre devise sera à la fois adéquate et saine [...].

Nos relations commerciales internationales, en dépit de leur extrême importance, ne sont, au regard de la situation actuelle et des impératifs qu'elle entraîne, que secondaire face à l'établissement d'une politique nationale saine [...].

Il faut espérer que l'équilibre normal entre l'autorité de l'exécutif et celle du législatif sera parfaitement adéquate pour faire face à la tâche sans précédent à laquelle nous sommes confrontés. Mais au cas où le Congrès se montrerait incapable d'adopter ces mesures ou d'en proposer lui-même, et au cas où la situation nationale exigerait encore des décisions urgentes et critiques, je ne me déroberai pas devant la voie claire que me dictera le devoir. Je demanderai au Congrès les seules dispositions encore susceptibles de me permettre de faire face à la crise : un pouvoir exécutif assez large pour pouvoir mener une guerre contre nos difficultés [...].

Je demanderai au Congrès l'unique instrument qui reste pour affronter la crise : un pouvoir exécutif étendu pour faire la guerre à cette situation critique [...].

À travers ce programme d'action, nous nous occupons de mettre en ordre notre demeure nationale et de rééquilibrer nos revenus. Nos relations commerciales internationales, pour importantes qu'elles soient, sont, en terme d'urgence et de nécessité, secondaires à l'établissement d'une économie nationale saine. Je n'épargnerai aucun effort pour rétablir le commerce mondial par des réajustements économiques internationaux, mais l'urgence dans notre pays ne saurait attendre.

L'idée fondamentale qui guide ces moyens spécifiques de redressement national n'est pas strictement nationaliste. C'est l'affirmation, en tant que première préoccupation, de l'interdépendance des divers éléments qui composent tout ou partie des États-Unis – la reconnaissance de l'ancienne et toujours actuelle manifestation de l'esprit américain du pionnier. C'est la voie du redressement. C'est la voie directe. C'est la plus solide assurance que ce redressement durera. Dans le domaine de la politique internationale, j'engagerai ce pays dans une politique de bon voisinage – celle du voisin qui se respecte résolument lui-même et qui, de ce fait, respecte les droits des autres, du voisin qui respecte ses obligations et respecte l'inviolabilité de ses engagements dans et avec un monde de voisins [...].».

Franklin D. Roosevelt, « Discours d'investiture à la présidence des États-Unis », Washington, 4 mars 1933

Pour toutes vos propositions de textes, veuillez contacter Jean-Marc Daniel
à l'adresse suivante : **jmdaniel@escp-eap.net**

<https://www.societedeeconomiepolitique.org>